

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE  
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

6 AU 12 DECEMBRE 1990

N° 805

10,00 F

CRISE DU GOLFE

## La guerre en janvier ?

LS nous l'avaient annoncée imminente en août... En septembre, presque à regrets, nos braves va-t-en-guerre voyaient s'éloigner le moment fatidique. Ils évoquaient alors le mois de novembre. Il ferait moins chaud ! Depuis le jeudi 29 de ce même mois, nous sommes fixés. Si Saddam Hussein ne déménage pas du Koweït avant le 15 janvier prochain, à minuit, les « GI Jo » de Bush et leurs petits copains français et anglais pourront « user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 ». En d'autres termes, ce sera la guerre !

Mais aussitôt annoncée, cette décision du Conseil de sécurité de l'ONU, le président américain s'est voulu rassurant. « *S'il y a la guerre, a-t-il affirmé, elle ne sera pas longue et interminable. Il n'y aura pas d'autre Viêt Nam.* ». C'est gentil merci ! Au moins, nous sommes effectivement rassurés. Et les quelques 57% de Français et 70% d'Américains qui refusent la force armée seront ravis d'apprendre que ce sera une toute petite guerre de rien du tout, juste un échange poli de balles, de bombes et de missiles.

De quoi solder les quelques Crotales que les militaires français ont en stock, et de faire profiter notre balance commerciale.

Quant aux victimes civiles et militaires, pas d'inquiétude : les veuves

seront remboursées, les champs d'honneur régulièrement fleuris et la flamme du soldat « reconnu » rallumée !

Parole de chefs, si guerre il y a elle sera faite malgré eux, pour nous, mais sans eux (Il ne faut quand même pas exagérer). De toute façon, vous passerez Noël tranquille et vous aurez le temps de digérer la dinde aux marrons. Pour les autres crèvent-la-dalle, qui sont obligés de subir cette logique, ils auront l'avantage sur nous d'aller au conflit le ventre vide...

**Dinde, marrons, castagne et dindons de la farce**

Du côté irakien, apparemment, ils sont déjà prêts puisque Saddam Hussein a déjà annoncé qu'il attendait tout le monde d'un pied ferme. Il a seulement une vision moins réjouissante. Histoire d'en rajouter et de nous faire avaler la bûche de Noël de travers, il a répliqué que le conflit serait « apocalyptique ».

Comme quoi sur cette guerre désespérément annoncée depuis cinq mois, courte ou apocalyptique, les avis sont divergents.

Et c'est une joie d'apprendre que, tous chefs d'Etats confondus, ils ont décidé cela pour notre bien !

Alain Dervin  
(gr. Pierre-Besnard)

**L'ARMÉE  
BOURREAU DU PEUPLE  
de tous temps, en tout lieu**



1989 CHINE

1981 POLOGNE

1980 AFGHANISTAN

1976 ARGENTINE

1973 CHILI

1968 PRAGUE

1956 BUDAPEST

1936 ESPAGNE

1921 URSS

1871 COMMUNE DE PARIS

**Pour notre survie  
et notre émancipation  
luttons contre la militarisation**

CONTRE LES « BAVURES »

## N'ayons pas la mémoire courte

Le ball-trap policier y'en a marre ! Des associations réagissent et s'organisent en un collectif pour dénoncer la facilité avec laquelle des vies humaines sont presque quotidiennement fauchées par certains dingues de

**Q**UATRE ans après l'assassinat de Malik Oussekine, nous tenons à réaffirmer par notre présence en ce lieu symbolique qu'est la place de la Sorbonne, notre souci de manifester contre les « bavures » policières et l'ordre sécuritaire.

La liste des « morts » continue à s'allonger... Claudio à Vaux-en-Velin, Khemissi à Neuilly-sur-Marne, et les auteurs, pour certains ne sont même pas poursuivis : comme le policier Laffage qui a tué la jeune Malika, en octobre 1988, à Noisy-le-Sec.

La police, qui se voit confier les missions d'ordre social face à la pauvreté et à la misère, a tous les droits... même celui de tuer.

On laisse un syndicat policier, comme la FPIP, exprimer librement ses appels racistes et fascistes dans les commissariats. Les comportements racistes et discriminatoires vis-à-vis de la jeunesse sont le lot quotidien vécu par des centaines de personnes.

**La police, gardienne de l'ordre social**

Dans le même temps, on apprend (ce qui n'est pas une nouveauté pour certains) que les Renseignements généraux, habitués à l'intimidation, vont jusqu'à assassiner, comme dans le cas du pasteur Doucé. Brigades spéciales dans le métro, flotage dans les quartiers, présence de CRS dans les lieux de loisirs et de consommation sont les aspects les plus visibles de notre société.

la gachette ou de la matraque. A l'heure où l'on commémore la mort de Malik Oussekine il est bon de rappeler que la violence policière n'est en rien une fatalité. On peut y remédier en se mobilisant massivement.

En outre, on assiste à la multiplication de polices parallèles (vigiles) et au renforcement des polices municipales, qui opèrent sans aucun droit juridique sur les citoyens.

La justice n'hésite pas à traiter les jeunes condamnés après les manifestations lycéennes de « déchets de basse humanité ». La presse s'en prend aux blacks et beurs, légitimant le discours du Front national...

Nous ne pouvons tolérer de tels propos racistes et la répression à l'encontre de jeunes exclus socialement et économiquement de la société.

Nous allons nous orienter vers une société totalitaire, d'injustice et d'exclusion si les droits du citoyen se trouvent ainsi bafoués et si les lois sécuritaires ne sont pas abrogées...

Les moyens existent pour transformer les quartiers non pas des ravalements de façades, mais par une transformation radicale de l'espace urbain et par la gestion de la cité par ses habitants.

La classe politique laisse faire le pourrissement et la formation de ghettos, espérant s'en servir pour diviser, réprimer et reporter les causes de la délinquance et la pauvreté sur des populations exclues. Nous devons nous battre pour le partage des richesses...

Justice - Egalité - Solidarité !

Collectif « N'ayons pas la mémoire courte »

(Soutenu par la Fédération anarchiste, Réflex, le SCALP, Résistance des banlieues, Pêril rouge, la Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (CLEA), le Collectif pour l'amnistie, C.J.L.)

**Contre les « bavures » et l'ordre sécuritaire...  
rassemblement le samedi 8 décembre, à 14 h, place de la Sorbonne.**

**Meeting  
contre la guerre !**

**Grande salle  
de la Mutualité  
(M° Maubert-Mutualité),  
à Paris.**

**Vendredi 7 décembre,  
de 20 h à 23 h.**

**Nombreux orateurs,  
dont notre camarade  
Ronald Creagh.**

**Entrée libre,  
participation volontaire  
acceptée.**

**E  
DITORIAL**

La justice, vieille star sur le déclin, fait beaucoup parler d'elle ces temps-ci. L'agitation a atteint son comble le vendredi 30 novembre, date de la commémoration du Bicentenaire de la Cour de cassation, qui a donné lieu à une manifestation nationale des magistrats riche en scènes et en discours surréalistes.

Face à la grogne des magistrats, le pouvoir a utilisé les recettes désormais classiques : interdiction de la manifestation sur les lieux initialement prévus, puis coups de matraques pour apprendre aux magistrats à gueuler moins fort. D'où une situation du plus haut comique : les magistrats matraqués portent plainte contre la préfecture pour voies de faits. En toute confraternité, le président du tribunal de grande instance de Paris rejette la demande.

Les revendications, elles, ont été entendues comme le pouvoir sait les entendre. Les juges se plaignent des ingérences politiques dans les dossiers chauds ? François Mitterrand leur répond qu'ils n'ont jamais été aussi libres. Ils se plaignent de s'être fait tabasser ? Henri Nallet rétorque qu'à part quelques regrettables incidents, la manifestation s'est bien passée. Pour un peu, les magistrats se voyaient traiter de déchets de basse humanité...

Grand-guignol, donc, dont le comique détourne d'une évidence aveuglante : la justice n'est décidément qu'un mauvais théâtre, d'où sont exclus d'office les premiers concernés — les seuls acteurs qui paient : les justiciables. Les magistrats se plaignent d'un budget insuffisant. Les 28 000 présumés innocents qu'ils ont envoyé en taule sont à l'évidence la dernière de leurs préoccupations. Ils protestent contre les ingérences — comme si les juges avaient jamais été indépendants du pouvoir. La justice à deux vitesses qui permet à Claude Bez de verser un million de francs pour sortir libre du bureau du juge qui l'a inculpé à cinq reprises, tandis que des gamins ayant ramassé deux blousons écopent immédiatement de deux ans fermes, ne les trouble pas le moins du monde. La justice est malade, pleurnichent les magistrats ? La tentation est bien forte de leur répondre : qu'elle crève.

T 2137 - 805 - 10.00 F



F.P. 2520

LINGUISTIQUE

# Cours, camarade, l'orthographe est derrière toi

L'orthographe continue à faire couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui nous vous proposons un article de François Sébastianoff qui s'inscrit comme une nouvelle réponse — après celles de François Coquet et d'Eric Dussart — aux arguments de Dominique Chouraki, que nous avons publié dans le n° 794 du *Monde libertaire*. Agrégé, François Sébastianoff a volontairement pris le parti de redescendre l'échelle hiérarchique de la Sorbonne aux classes de 6<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. Depuis, il ne cesse de remettre en cause la rigidité de nos règles orthographiques.

O n aura tout vu : le *Monde libertaire* en faveur du maintien de l'orthographe (n° 794, p.2, sous la plume de Dominique Chouraki). Les anars au secours d'une écriture de mandarins ! Alors qu'il y a 100 ans, des libertaires défendaient déjà une « écriture phonétique » avec le droit d'écrire en langue « populaire » ou « régionale »...

## Pourquoi sacralise-t-on l'orthographe ?

Si la plupart des Français sacralisent l'orthographe, c'est avant tout parce qu'ils ignorent les acquis linguistiques des trente dernières années et n'imaginent pas qu'on puisse remplacer l'orthographe par un système proche, mais commode. Dans leur ensemble, les autorités politiques, culturelles, syndicales, médiatiques... organisent le black-out : elles ne voient pas d'inconvénients à ce que la masse des usagers continue à se soumettre à des règles stupides.

Ainsi, beaucoup de francophones confondent écriture et langue. D'où le fantasme, fort répandu : en supprimant les complications inutiles de notre orthographe, on appauvrirait les français ! Mais, comme le demande François Coquet (*ML* n° 798, p.2), l'écriture de l'espagnol, qui assure

des correspondances simples entre lettres et sons, prive-t-elle les hispa-

Cahiers, Marianne et ruban tricolore... l'école de la République éprouve bien du mal à se débarrasser des rigidités orthographiques.



nophones de « grands écrivains, poètes, philosophes et... révolutionnaires » ? On ne saurait attribuer au français des exigences graphiques, le plus souvent incohérentes et superflues, accumulées au cours des siècles par des gens qui s'efforçaient mal-

adroitement d'adapter l'écriture à l'évolution de la langue. D'ailleurs, le précédent des langues qui ont changé d'écriture confirme qu'on peut modifier la forme graphique d'une langue sans toucher à cette langue elle-même. En bref, la linguistique fonctionnelle donne raison à l'usager, qui attend spontanément d'une écriture qu'elle lui soit commode pour communiquer.

Beaucoup confondent aussi orthographe et culture : le rêve ne serait plus le rêve sans son accent circon-

personne ne réagit, on assistera à une resacralisation de l'orthographe, cette fois avec une caution pseudo-scientifique : il ne manquera pas de théoriciens pour démontrer au bon peuple qu'une fois ce dépeussierage accompli, tout le reste de l'orthographe est indispensable à l'écriture du français, à la culture des Français. Autrement dit : « vous avez le droit de ne plus mettre de consonne double à "corolle", mais pour le reste, c'est-à-dire presque toute l'orthographe d'usage et toute l'orthographe grammaticale, vous en reprenez pour cent ans », car — les « modernisateurs » le disent eux-mêmes — « une nouvelle réforme ne peut être envisagée que si la précédente est oubliée » !

Les moyens d'action sont entre nos mains. Pour faire reculer l'obsession orthographique, parents, élèves, étudiants peuvent exiger que le terme de « faute » soit remplacé par celui

d'« erreur » ; que les erreurs d'orthographe soient distinguées des erreurs de langue ; qu'on ait le droit de consulter un dictionnaire orthographique dans tous les examens et concours ; qu'une réflexion critique sur notre écriture soit inscrite aux programmes de formation des enseignants et des élèves.

François Sébastianoff

N.B. : Pour plus d'informations prendre contact avec l'association « Droit d'écrire », 15130, Teissières-les-Bouliès. Lire aussi les ouvrages suivants :

— *L'Orthographe et nous*, de François Sébastianoff et collab., octobre 1985. Cette plaquette est le n° 180 de la collection BT 2, publiée par les PEMF. Tous publics à partir de 15 ans. Illustrations humoristiques. Prix : 20 francs (port compris).

## GOLFE ET EXTREME DROITE

### Les clefs de l'Elysée sont dans la poche de Saddam

Les nazillons et autres beaufs du FN ont été quelque peu troublés par leur leader. Alors que le coup de force de l'Irak au Koweït était l'occasion rêvée pour le parti d'exploiter un réflexe de peur anti-arabe en France, voilà que le « duce », dès le début de la crise s'est proposé de calmer le jeu et de négocier avec Saddam Hussein une sorte de « Munich » oriental.

Les sympathisants de Le Pen auraient pu se rassurer en pensant que celui-ci avait mal jugé les rapports de force quand il adopta ce profil bas. Mais Le Pen persiste et signe. Il mate la rébellion qui couvait au sein du Front et les sous-officiers félon qui avaient osé le contredire, à défaut de se jeter dans un platane pour implorer leur pardon (comme Stirbois), rampent aux pieds du maître ou démissionnent.

Le Pen ne se contente pas de restaurer son autorité chez lui, ce qui est la moindre des choses pour le chef d'un parti fasciste, il garde le cap.

### La petite bête s'accroche

Alors que la classe politique d'un seul élan crie au scandale, l'outsider brun parle de négociations et fait même le déplacement à Bagdad.

Il est vrai que Le Pen aime déconcerter, exploiter quelques « vérités » pour étoffer son tissu de mensonges. Certes, on aurait aimé voir les autres politiciens développer la même énergie que celle provoquée par cette invasion, quand les irakiens éliminèrent chimiquement des villages kurdes entiers, ou dans une moindre mesure quand les USA firent la loi au Panama. Mais on aurait tort de penser que Le Pen se complaît dans son rôle de trouble-fête. Ce qui l'intéresse, c'est naturellement le pouvoir.

Le fait que les partis dits démocratiques démontrent leur capacité à juguler les provocations du leader irakien ne peut que cantonner les partis ouvertement xénophobes dans un second rôle. La barre reste ainsi aux mains des politiciens « respectables », qui tout en gardant la population hors de l'action, font barrage à la rébellion irakienne par la seule puissance de l'argent (embargo et accumulation d'armes). L'extrême droite, elle, montée sur son strapontin pour préparer une éventuelle contre-offensive idéologique restera à son poste d'« avant-garde de la classe politique ».

De l'immigration au sentiment national en passant par l'ordre moral, Le Pen introduit les idées à l'état brut, le pouvoir social-démocrate les affine et les exploite.

Le Pen présente un programme, Mitterrand l'applique déjà. Le Pen crée le choc psychologique, le système récupère gentiment les cerveaux ainsi préparés.

Ce partage des tâches ne doit pas convenir à un homme qui cherche le premier rôle. Or, dans quelle situation, Le Pen pourrait-il parvenir à la tête de l'Etat sinon dans un cas d'urgence, comme une confrontation directe et équilibrée avec un Sud soudé et moralement motivé ? C'est-à-dire, actuellement, imaginons Saddam Hussein réussir là où il semble un peu patauger. Ici, les tièdes et les combinards en place ne feraient pas long feu... Le Pen se présenterait alors comme l'homme providentiel, seul capable de mobiliser le camp occidental par la haine ou par la force.

Chercher à l'extérieur le succès que l'on n'obtient pas chez soi, ça rappelle les fascistes d'avant-guerre qui proclamaient « Hitler plutôt que Blum ». La politique du pire reste bien dans la culture de l'extrême droite française.

Alain D. (gr. FA de Dieppe)

### L'enjeu et les moyens

On peut espérer que les anarchistes ne se laisseront pas récupérer par manque d'information ou par attachement à leurs habitudes. Comme le rappelle Dominique Chouraki, la seule autorité valable en matière d'écriture, ce sont les usagers eux-mêmes, et la décision de « rectifier » ça et là notre orthographe, prise par le gouvernement Rocard en juin 1990 sans consultation des usagers, s'inspire d'un souci « moderniste » de rentabilité à courte vue.

La situation est claire : après l'octroi de ces « rectifications »-alibi, si

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris  
 Directeur de publication : André Devriendt  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : Gaspard-Monge, 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers  
 Dépôt légal 44 145 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — Publ Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

Rédaction-Administration  
 145, rue Amélot  
 75011 Paris.  
 Tél. : (1) 48.05.34.08.

le monde  
**libertaire**

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Pays .....  
 A partir du n° ..... (inclus).  
 Abonnement de soutien   
 Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

## MAL-LOGES

## Charité ou entraide, il faut choisir !

TANDIS que les publicitaires décorent rues et transports en commun avec la bonne bouillie de l'abbé Pierre, tandis que du côté de Grenoble des lycéens refusent la mise en place d'un foyer de sans-domicile-fixe dans leur voisinage, les premiers grands froids éclipsent les tentes et les matelas humides de la place de la Réunion. Aucune personne censée n'imagine, qu'en décembre, l'on puisse encore occuper un square ou une place avec le frêle espoir de faire céder les fonctionnaires, gardiens des logements vides. En plein hiver, on se dit que le combat des mal-logés ne se livre plus dans la rue. Ceci, tout simplement parce qu'il ne paraît plus possible d'y survivre. Le face à face avec les flics et les vigiles, la quête des soutiens et des médias utiles pour grappiller de haute lutte quelques logements devraient être terminés provisoirement. Quand il faut gratter le givre, le matin, sur le pare-brise de sa voiture, on se dit que l'abbé Pierre n'a pas tort de restreindre le problème des mal-logés aux vieux critères charitables : belles phrases, qui grattent les consciences mal à l'aise là où ça fait mal, et appels au fric. Des sous ? Pourquoi faire ? Construire des logements ? Il y en a tant de vides ! Par contre, la charitable machine nécessite tant d'affiches et de personnel qu'il faut beaucoup de finances rien que pour demander des sous... Certes, Emmaüs et bien autre chose qu'une officine de charité business, mais ceux qui sont encore sous une tente dans les 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissements de Paris ne se préoccupent guère des ambigüités fondamentales du ghetto des chiffonniers d'Emmaüs. Cette zone tampon de la marginalité n'est que pour certains qu'un laborieux tremplin d'une difficile intégration. Dans les années 50, la

démarche paraissait novatrice. En fait, elle n'était que l'intelligente adaptation du principe de charité bien comprise mise en œuvre par les premiers hospices du haut moyen-âge. Ils devaient fixer, en des lieux précis, les hordes inquiétantes de vagabonds miséreux, résoudre leurs besoins de pain et de toit et surtout canaliser leurs activités.

## La dynamique d'entraide

La solidarité se nourrit d'une autre dynamique : celle de l'entraide. Déjà à la même époque, esclaves en rupture de chaînes, déserteurs et autres inadaptés de l'ordre d'alors se regroupaient pour vivre différemment sur des régions entières. La solidarité, sans doute les campeurs hivernaux du cœur de Paris s'en soucient-ils ? Mais dans nos cervelles engluées par des siècles de sermons charitables, l'entraide est devenue un hobby, plus valorisant que la télévision pour combler les heures creuses. Il fallait voir, cet été, la nuée d'associations et de partis papillonnant autour de la place de la Réunion durant la brève période où les mal-logés furent à la mode. Y aurait-il de bons et de mauvais mal-logés... deux poids deux mesures pour la solidarité ? Certaines tentes mériteraient-elles le coup de main efficace et sans volonté récupératrice des « rameurs de la galère militante », le soutien éphémère de quelques sigles plus ou moins groupusculaires et de personnalités à la trombine médiatique. Il y aurait donc les bons mal-logés, qui ont tout ce qu'il faut, enfants et misère laborieuse, mais surtout la capacité de se tenir les coudes... de susciter la sympathie et la finesse d'utiliser le marais

des collectifs où se côtoient des gens de tous bords, animés d'intérêts multiples et contradictoires. Et d'autres, subissant des

démarche propre à couler la « galère » qui les nourrit et les justifie. Par delà la charité et la récupération, il y a place pour des



Mal-logés : scène de mobilisation aux abords de la préfecture de Paris, en mai 1990. © CNT

« soutiens » aussi fugitifs que magouilleurs, qui ne dominent pas les problèmes des problèmes administratifs, bref de ceux, étiquetés « cas sociaux » par les spécialistes. Ceux-là ne semblent guère récupérables. Il ne leur reste plus qu'à geler en attendant de nouvelles expulsions en mesure de secouer les bonnes consciences. Cela, d'ailleurs, pourrait ne pas tarder. Car, dans la plus grande discrétion se bricole au parlement une loi permettant d'expulser les squatters pendant l'hiver. Cette loi n'est pas encore votée, mais tout semble prêt à son adoption. Il est peut-être temps de penser à réactualiser l'entraide concrète.

Il ne faut guère attendre des professionnels de la charité et de la politique une

actions de longue haleine où s'organisent les moyens de ne plus subir le chômage, les promoteurs et d'autres plaies plus subtiles de cette société. Cela commence, effectivement, par le soutien concret et quotidien aux problèmes urgents, se prolonge par la mise en œuvre de réseaux de travail et d'échanges parallèles. En fait, il s'agit d'un travail politique de fond pour reprendre en main petit à petit des parcelles de notre vie. Travail qui n'exclut pas, bien au contraire, la lutte directe contre les institutions et les injustices qu'elles génèrent. S'il y a une logique de la guerre des Etats, il y a aussi une logique de l'affrontement social dont le problème du logement est un des points de crispations. La charité n'apporte au-

## COMMEMORATION - DEBAT

La Libre Pensée invite ses sympathisants à se rassembler, le dimanche 9 décembre, à 14 h 30, devant la statue du médecin et théologien Michel Servet, victime de l'intolérance religieuse, qui est située dans le square faisant face à la mairie du 14<sup>e</sup> arrondissement (M<sup>rs</sup> Mouton-Duvernet ou Alésia) et à 15 h, à se réunir au 198, avenue du Maine (grande salle FO) en vue d'assister à un débat contradictoire animé par Jean Bauberot, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Etudes et auteur du livre *Le Pacte laïque*. Le débat portera sur le thème suivant : « Quel rôle le protestantisme français compte-t-il jouer dans les stratégies sociales et politiques autour de la laïcité ? ce débat aura pour intervenants les libres penseurs Charles Conte et Jean Crocq (responsables nationaux), Clotilde Elic, Jacques Mombé (fédération de Paris) et des amis du CAEDEL. Joseph Berny, président national de la Libre Pensée, tirera la conclusion de ce débat. Entrée libre.

## « NITASSINAN »

Le Comité de soutien aux Indiens d'Amérique vous invite à un rassemblement pacifique devant l'ambassade du Canada (35, avenue Montaigne, 75008 Paris), le 10 décembre, (heure non précisée... téléphonez au 42.53.19.58, pour de plus amples renseignements).

ne réponse à long terme, les discours et l'indifférence de fait encore moins. La pratique de l'entraide doit pas à pas occuper le terrain, elle offre des perspectives autrement plus positives que le système que nous subissons.

Olivier Berthelin  
(cercle anarchiste François-Rabelais)

## MANIFESTATION DU 8 DECEMBRE 1990

## Pour la liberté et contre l'ordre sécuritaire

IL y a quatre ans, Malik Oussekiné était assassiné par les brigades motorisées. Cela se passait sous le gouvernement Chirac. Une grande partie des manifestants qui défilèrent après cet assassinat le firent au son de « Chirac, on s'en souviendra en 88 ». La gauche revenue au pouvoir, la politique sécuritaire continue de plus belle.

## L'ordre sécuritaire

Lors du procès des voltigeurs Schmidt et Garcia, en décembre 89, les associations « reconnues », antiracistes et de défense des droits de l'homme sont descendues dans la rue pour protester contre un verdict trop clément, mais sans attaquer la politique sécuritaire du gouvernement. Une manifestation spontanée réunissant plusieurs milliers de personnes avait envahi les marches du palais de justice et s'était rendue au ministère de la Justice, plantant SOS-Racisme à Odéon. Un an après, la situation ne s'est pas améliorée. Loin de là... Pourtant, plus personne ne veut descendre dans la rue. Seul résiste encore à l'ordre sécuritaire envahissant, un petit collectif « N'ayons pas la mémoire courte » qui appelle encore cette année à manifester contre les bavures !

Pendant les manifestations lycéennes, la manipulation de l'opinion sur la question des « casseurs » a permis à certains de remettre en question le droit de manifester dans Paris. Non

content de chasser les pauvres loin du cœur des villes, on veut maintenant y léguer les protestations et les manifestations. L'alibi est tout trouvé : « les violences et la casse », lors de la manifestation lycéenne du 12 novembre, pourtant sans commune mesure avec celles qui ont pu avoir lieu lors des manifestations d'agriculteurs. Aux conséquences d'une exclusion sociale galopante, les pouvoirs politiques répondent par le seul développement policier (flotage, nouveaux effectifs, quadrillage des cités...).

L'échec de la réhabilitation des banlieues est patent. Un coup de peinture dans les cages d'escalier et la remise en route des ascenseurs (quand il y en a) sont les moyens dont se dotent les pouvoirs politiques pour lutter contre la pauvreté... Echec scolaire, précarisation, chômage entraînent une perte d'identité et de repères dans une société où les seules valeurs reconnues sont la réussite sociale individuelle et l'accroissement du pouvoir de consommation. Ce que les jeunes ne peuvent s'offrir par l'argent et dont on ne cesse de leur donner l'envie, ils se l'offrent par le pillage... Comme dans les pays du tiers monde... Si dans un pays industrialisé on ne meurt pas de faim (et encore), on meurt d'ennui dans les cités-dortoirs des grandes métropoles où l'on a parqué la main-d'œuvre venant des quatre coins du pays et du monde au gré des besoins des entreprises. Le gouvernement a pourtant fait de la rénovation un enjeu politique, puisqu'il s'agirait de l'outil

principal de la lutte contre le Front national. Mais elle doit se faire dans l'ordre... et être acceptée sagement par ceux qui ne font que la subir. En effet, tout se décide dans des commissions de spécialistes sans concertation ni enquête sur les demandes et les besoins des habitants. De toute façon, les associations de quartiers qui veulent rester indépendantes de cette mascarade se voient couper toute subvention. Tout est fait pour provoquer l'institutionnalisation et la dépendance du secteur associatif vis-à-vis des pouvoirs publics. Cela se solde par une rupture entre la société civile et les pouvoirs politiques. Les révoltes de Vaulx-en-Velin, Mantes-la-Jolie, Argenteuil traduisent bien le fossé qui existe entre les jeunes et les institutions (associations, éducateurs, ANPE, etc). Cette absence de perspectives entraîne pour d'autres le repli sur des valeurs réactionnaires et conservatrices. L'extrême droite surfe sur la vague et dénonce l'immigration comme la cause des problèmes sociaux et économiques.

L'idéologie de la sécurité dont les principes fondamentaux sont le respect de la propriété, de la sécurité du citoyen et de l'organisation sociale et économique capitaliste est devenu le discours dominant au cours de ces dix dernières années. Mise en place sous Peyrefitte, elle a pris son essor en 1983, en même temps que le FN faisait sa percée à Dreux. La concomitance de ces deux phénomènes est loin d'être un hasard. Elle illustre l'évolution des valeurs de la

société dans son ensemble, depuis les années 1975, avec notamment la transformation du Parti socialiste en un parti libéral, adepte du capitalisme et de la réussite individuelle à la Bernard Tapie.

## Sécurité et renforcement des idéologies totalitaires

Si, en 1981, cette même gauche a abrogé la loi « Sécurité et Liberté » (de Peyrefitte), qu'elle désignait comme liberticide, elle va très vite faire volte-face. C'est elle qui obligera le port de la carte d'identité, qui mettra en place l'ilotage, qui créera de nouvelles unités spécialisées dans le maintien de l'ordre, etc. et qui, au niveau européen, participe depuis 1985 à la mise en place de l'espace policier et judiciaire à travers Schengen (cf. *Reflex* spécial Europe n<sup>os</sup> 30 et 31, « Hommes et migrations », novembre 1990), dont l'Italie fait partie depuis quelques jours. L'insécurité et l'immigration sont donc devenues les nouveaux enjeux politiques remplaçant les questions du chômage, de l'emploi et de la justice sociale. L'extrême droite ressort les vieux démons de l'immigré voleur (du pain des Français) et les mythes fondateurs de l'identité française (Jeanne-d'Arc), agrémentant tout cela d'un discours anti-cosmopolite, anti-américain et libéral. Le retour à l'ordre ancien (ou l'ordre nouveau) devient l'unique moyen pour résoudre les crises qui secouent la France, une

police renforcée étant l'outil essentiel de cette transformation. Toutes les actions des forces de l'« ordre » sont donc légitimées et justifiées par le FN (qui soutient la FPIP, syndicat d'extrême droite qui recueille près de 10% des voix), le prétendu laxisme du gouvernement dénoncé et l'auto-défense encouragée. La droite emboîte le pas, reprenant à son compte les thèmes et les mesures préconisées par le FN. Quant au gouvernement malgré son discours sur les droits et les libertés des citoyens, il a réussi à faire matriquer les magistrats qui manifestaient dans l'enceinte même du palais de justice, le vendredi 30 novembre. Il est vrai que François Mitterrand y faisait une allocution pour le bicentenaire de la Cour de cassation. Le mercredi 28 novembre, ce même gouvernement interdisait une manifestation à l'appel de la coordination du 93 (Seine-Saint-Denis), les CRS refoulant d'une manière expéditive les jeunes venus à Saint-Michel.

La remise en cause du droit de manifestation, le rétrécissement des libertés individuelles et collectives, la banalisation des bavures sont pour le collectif « N'ayons pas la mémoire courte » quelques-unes des raisons qui l'ont amené à organiser le rassemblement le 8 décembre à 14 h, place de la Sorbonne. On verra, ce jour-là, si la liberté d'expression est encore autorisée dans ce pays qui se targue toujours et encore d'être celui des droits de l'homme et de la démocratie...

Cheyenne

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT : CONTRIBUTION FEDERALE

## RU 486, histoire mouvementée

Voici le 5<sup>e</sup> volet du dossier « Avortement et contraception » préparé par la commission « Femmes » de la Fédération anarchiste.

**L**E 19 avril 1982, devant l'Académie des Sciences le professeur Beaulieu annonçait la découverte d'une nouvelle molécule : une anti-progestérone, la RU 486. Mais il fallu attendre décembre 1987 pour que le comité national d'éthique se prononce pour une utilisation de cette pilule dans le cadre de la loi Veil. En 1988, Claude Evin autorise sa diffusion. Mais le 28 octobre de la même année, sur pression des associations catholiques, Roussel-Uclaf retire de la vente la pilule abortive. Le gouvernement du alors « mettre en demeure » le groupe pharmaceutique pour qu'il redistribue la RU 486. Attitude courageuse à l'époque, quand on connaît aujourd'hui les silences gouvernementaux sur les violations des centres IVG. Du côté des lépénistes épiscopaux ce fut par contre grincement de dents et dénominations menaçantes.

Le 27 septembre 1989, Etienne-Emile Beaulieu se voit remettre le prix Albert-Lasker. Nouvelle avancée cela facilitera l'entrée de la RU 486 aux USA (sic). Mais le 1<sup>er</sup> août 1990, le père de la pilule abortive est obligé d'intervenir auprès de Roussel-Uclaf qui ne veut plus la vendre par peur d'un boycott des produits Hoechst dont elle est la filiale. En effet, ce groupe allemand représente un marché de plus de 6 milliards de francs lourds aux Etats-Unis. Le professeur dénonce alors l'Office mondial de la santé (OMS)

qui traîne les pieds pour trancher. Une « commission d'enquête » internationale sur la pilule conclut à sa « nocivité ». Elle regroupait exclusivement des militants catholiques !

### Les pas en arrière

Au même moment, des députés de la droite française proposaient également une commission d'enquête sur les procédés nouveaux d'avortement... le député du FN, Mme Stirbois, et l'actuel ministre délégué à la Santé, M. Durieux (CDS), se retrouvaient alors au coude-à-coude.

Aux Etats-Unis, plus qu'en France cette nouvelle contraception relance le débat sur l'avortement. Il devient un enjeu électoral. Fin 1989, Bush se prononce contre l'avortement lors d'un meeting. Même si une forte majorité de

femmes se prononcent pour, certains Etats l'interdisent. Ainsi, la Cour suprême soutient le Missouri qui refuse que l'IVG soit financé à partir de fonds publics. Ailleurs, un juge pro-IVG démissionne... Bush le fait immédiatement remplacer par un *pro-life*.

Le combat semble néanmoins tourner à l'avantage de ceux qui refusent l'interdiction... Même si, autre exemple, le cardinal de New York menace d'excommunication son maire trop favorable à l'avortement !

Mais que l'on soit Française ou Américaine, rien n'est acquis. Le président de Roussel-Uclaf n'annonçait-il pas encore qu'il faudrait « 15 années pour que la RU 486 soit distribuée dans le monde entier... le temps nécessaire à la naissance de 20 petits Jésus, Mozart ou Einstein » !

B-R-R.

## La pilule RU 486

RU 486 : cette nouvelle contraception consiste à administrer à la femme, sous contrôle médical, trois comprimés de Mifégyne. Cette molécule supprime la sensibilité de l'utérus à la progestérone (hormone indispensable à la grossesse) ce qui interrompt la grossesse. La fausse-couche sera ainsi provoquée 48 heures après absorption. Mais cette méthode nécessite un suivi médical. Quatre consultations à l'hôpital sont nécessaires : information et examen clinique, prise de la Mifégyne en présence d'un médecin, échographie après fausse-couche, vérification d'interruption de grossesse.

## AVORTEMENT

### Regard sur l'application d'un droit

Les restrictions budgétaires imposées par les conseils généraux, via la politique gouvernementale du ministère de la Santé touchent, aujourd'hui, les applications de la loi Neuwirth. Cette loi, il faut le rappeler, autorisait les mineurs à avoir une contraception, libre, gratuite tout en respectant l'anonymat. Les jeunes pouvaient donc consulter dans des centres animés, pour la plupart, par le Planning familial. Ils étaient financés par l'Etat. Ils le sont toujours, mais les crédits tout autant squelettiques font de plus en plus défauts.

Quant au relais scolaire, même si « la sexualité est au programme de 4<sup>e</sup> », on ne peut dire qu'il serve efficacement.

Du côté des conseils généraux, là aussi, l'efficacité laisse à désirer ! Ils sont souvent incompétents en la matière. Quand ils le sont, les élus privilégient la médecine privée contre le service public, ce dernier réservé à des consultations plus « porteuses »... de nouvelles maternités !

Ainsi, dans ces centres IVG les délais de rendez-vous s'allongent. L'encombrement des services conduit des femmes à l'illégalité. Certains établissements refusent même celles qui en sont à leur deuxième interruption de grossesse.

Les réductions budgétaires sont alors prétexte à réductions de personnels. L'accueil, l'écoute, l'accompagnement s'en ressentent. C'est dommageable car ces services représentent le seul secteur où l'aide médicale et le tiers payant sont appliqués.

Ainsi, le financement de l'IVG par des crédits particuliers votés, chaque année, par le parlement fragilise l'application de la loi. Cela donne un argument supplémentaire aux partisans de la médecine privée pour appliquer, par exemple, le tiers payant. Les femmes les plus démunies en sont les premières victimes.

C'est pourquoi les aggravations des conditions dans lesquelles sont pratiquées les IVG, le rejet de plus en plus nombreux de femmes hors du cadre légal conduisent les anarchistes à revendiquer la dépénalisation de l'avortement. Il doit être pris en charge par le code de la santé comme simple acte médical.

Thyde Rosell

## HOMMES

### C'est dur d'avaler la pilule

Cela fait 15 ans que la contraception masculine est efficace, mais on ne peut pas affirmer qu'elle intéresse beaucoup d'hommes !

Au Kremlin-Bicêtre, le docteur Soufir travaille dans ce domaine depuis longtemps. Des années de labeur pour lézarder le mur de l'incompréhension n'ont pas suffi pour en finir avec la fantasmagorie machiste.

Avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ce même docteur a participé à une enquête : sur un échantillon de plus de 150 hommes un seul échec a été observé pour ceux qui ont osé cette « nouvelle » contraception. Cette contraception est simple. Elle est à base d'hormones...

L'administration d'hormones entraîne la disparition ou une forte diminution de la production de spermatozoïdes. Elle se fait soit par la prescription de deux comprimés journaliers de progestérone, soit par voie injectable par semaine. Cet usage empêche la fabrication de la testostérone (hormone qui assure le maintien des caractères sexuels masculins). Pour compenser cette perte la prise d'un gel de testostérone s'avère nécessaire.

Cette contraception est réversible : quelques semaines après son arrêt l'homme retrouve sa fertilité. Elle est efficace : au bout de trois mois de contraception un spermogramme note la disparition ou la baisse de la production de spermatozoïdes. Ce n'est donc pas trop compliqué.

Alors, pourquoi ce refus majoritaire de la gente masculine ? Fantasme d'impuissance ? Peur de l'irréversibilité ? Crainte de féminisation ? Un mélange de tout cela certainement. Il faut dire, aussi, que les médecins ne la favorisent pas beaucoup. Eux aussi ont du mal à avaler la pilule

M. Condom

TEXTE PRESENTE AU CONGRES DE L'IFA

## Menaces sur l'avortement

**Du 1<sup>er</sup> au 4 novembre 1990, l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA) s'est réunie en congrès à Valence (Espagne). La commission « Femmes » de la Fédération anarchiste a présenté aux participants le texte qui suit. Il invite à œuvrer au maintien de la liberté fondamentale que représente le droit à l'avortement.**

**L**e libre droit à une libre maternité est partout menacé. Nombres d'Etats nord-américains interdisent l'interruption de grossesse hors raison thérapeutique. La Grande-Bretagne — zone refuge pourtant — vient de réviser à la baisse le nombre des semaines d'intervention.

### L'heure des remises en cause

L'éclatement des régimes marxistes n'apportera pas aux femmes de l'Est une plus grande liberté en matière d'avortement. En Pologne, poussée par l'Eglise et Solidarité, qui peut s'écrire désormais au masculin singulier, la Diète interdit l'interruption volontaire de grossesse. La réunification des deux Allemagne va entraîner, aussi, une révision à la baisse des libertés pour les femmes tant pour l'accès au travail qu'au droit à l'IVG. La France n'est pas épargnée par ces menaces sérieuses. Des lobbies intégristes, religieux et réactionnaires investis-



Il est vrai que cette simple revendication ne fait plus recette ni chez les syndicalistes intégrés ni parmi les rares mouvements revendicatifs existants et que le mouvement féministe, moribond, a laissé désert ce champ politique essentiel du « notre corps nous-mêmes ».

### Pour une mobilisation militante d'envergure

Devant l'urgence et la nécessité la Fédération anarchiste française engage, cette année, une campagne fédérale sur la liberté de l'avortement, rappelant, ainsi, que les anarchistes se sont toujours battus pour le choix à une maternité consciente et désirée. L'avortement, s'il n'est pas une fin en soi et va de pair avec une contraception largement diffusée et accessible à toutes et à tous, n'en reste pas moins une liberté fondamentale que nous ne nous laisserons pas arracher. Il n'est pas question pour nous anarchistes de laisser les politiques natalistes des gouvernements et les intérêts malins des lobbies réactionnaires décider à notre place de ce que nous devons faire de notre corps en tant que femmes, de notre désir d'enfant en tant qu'individus ou couple.

Et nous invitons les compagnes et compagnons du mouvement anarchiste international à se mobiliser pour ce droit et cette liberté à l'avortement.

Anne Chauvin  
(Pour la commission « Femmes »)

sent les centres de planification et d'IVG, culpabilisent les femmes dans les salles d'attente et empêchent les services de fonctionner. L'extrême droite profite d'une situa-

tion de chômage pour exploiter la misère au quotidien des femmes démunies, leur vantant l'accouchement « sous X » et les joies de l'adoption.

LIVRE CGT

# Cela bouge-t-il ?

**A** quelle sauce les enfants de Gutenberg seront-ils mangés ? Le goût n'en sera pas tellement différent de celles qui accompagnent diverses restructurations dans les industries de la nouvelle Europe (1). A l'heure où à la une des journaux s'étalent des photos de magistrats et autres employés de justice en prise directe avec les CRS et divers bras armés de l'ordre, on se prend à se demander : « Et les travailleurs du livre ? »

Eux qui naguère remplissaient le canal Saint-Martin et d'autres de camionnettes « jaunes » qui essayaient de livrer le Parisien libéré, alors en grève... qui, il y a peu, se sont affrontés aux sbires payés par l'imprimeur Didier ont-ils enterré la hache de guerre ?

Non pas, mais entre la modernisation et les remous internes de la Fédération du livre il n'y a aucun os à ronger pour les médias. Pourtant Maxwell (captain Bob pour les amis...) a donné, dernièrement, sa propre version de l'Internationale.

On savait que le magnat anglais de la communication avait de grands projets européens, mais qu'il trouvait le climat social français trop contraignant. Entendez par là que le syndicalisme est encore là pour maintenir salaires et classifications professionnelles (2). Alors il préfère investir dans l'Europe de l'Est et principalement en Hongrie. Mais pour cela il faut « désinvestir » en France, à l'imprimerie François d'Ozorio-La-Ferrière et à Blois.

Comme on ne peut fermer du jour au lendemain une entreprise selon le bon vouloir patronal, les clients sont sollicités pour aller se faire imprimer ailleurs. Des travaux sont rapatriés en Grande-Bretagne, bref tout est fait pour un lock out télécommandé. Les tra-

vailleurs du livre réagissent, occupent le siège de Maxwell à Paris, dans le Sentier

politique des années 30 entrave objectivement bien des avancées. Que faire quand le



pour l'ouverture de négociations... interceptent des camions venant de Roubaix déversant sur la N 1 les dix tonnes de papier de The European. L'affaire, à l'heure où nous écrivons ces lignes, est encore en suspens, mais pour le reste ?

Le livre CGT sait se mobiliser quand il le faut, mais suffit-il de frapper fort quand on n'a plus la maîtrise de la technologie ? Quand les typographes croisaient les bras pas une seule page imprimée ne sortait. Mais, pour changer d'industrie, quand un centre de tri postal informatisé fait grève, un autre à des centaines de kilomètres pourrait faire le travail...

Connaître les nouvelles technologies, leurs pièges, les ouvriers du livre et leurs organisations s'y emploient depuis des lustres. Mais les structures syndicales héritées du glaci-

travailleur du livre peut être à la fois metteur en page, photographe et correcteur ?

L'union dans le fédéralisme pourrait être la panacée dans ce qui reste de la Fédération française des travailleurs du livre (FFTL), mais les divers esprits militants seront-ils assez clairvoyants et non sectaires ? Ce serait mieux pour tous les travailleurs du livre... syndiqués ou non.

Sitting Bull

(1) Il ne s'agit pas comme dans la métallurgie ou les houillères de la disparition d'industries, mais, à travers de nouvelles technologies, du transfert des postes de travail graphiques en amont, exemple : de la saisie par les journalistes...

(2) Surtout dans la région parisienne et dans la presse régionale, mais il existe aussi des déserts syndicaux où le salaire est inférieur au SMIG, quand à la production...

PROCES EN CORRECTIONNELLE

# Skins lillois : le verdict

Le 26 novembre 1990, le verdict des juges a été rendu. La bande de skinheads qui accompagnait Christophe Lhorté, dit « Neurone », lors du meurtre de Patrick Le Mauff, le 1er octobre 1988, est condamnée pour « non assistance à personne en péril ».

Arnaud Pattin — leader du GUD (Groupe Union Défense) de Lille —, Stéphane Collart, Franck Van Lemmens, Olivier Grivilliers et Sophie Plessis devront passer deux ans en prison, le juge ayant suivi le réquisitoire du procureur de la République. C'est donc avec les menottes qu'Arnaud Pattin et son compère Olivier Grivilliers ont quitté le tribunal. Stéphane Collart et Franck

Van Lemmens — celui-ci actuellement incarcéré pour une affaire de vol — n'étaient pas présents à l'audience, ainsi que Sophie Plessis, actuellement en fuite.

Pour Marc Grubica, accusé de « dissimulation de criminel », les juges ont été plus cléments, le condamnant à huit mois fermes.

Un autre skinhead, mineur, comparaitra devant le juge pour enfants. Christophe Lhorté, en ce qui le concerne, sera prochainement jugé par les Assises du Nord.

José Da Costa

(gr. Humeurs noires de Lille)

ANTIMILITARISME

# Onze Novembre

Pour la 10<sup>e</sup> fois consécutive, François Mitterrand a présidé la cérémonie du 11 Novembre durant laquelle ont été décorés deux « poilus » de la Grande guerre, de 92 et 94 ans ! (La décoration hautement « distinctive » semble bien ridicule si l'on doit attendre plus de 70 ans pour l'obtenir). Ces deux nouveaux décorés pourront se consoler en sachant qu'ils sont prioritaires pour les sièges réservés dans les métros et autobus parisiens. Gageons qu'avec un peu de bonne volonté, on nous en trouvera deux autres pour l'année prochaine.

Il est à signaler que selon une lettre du préfet du Val-d'Oise aux RG, en date du 2 octobre 1986, il est nécessaire de notifier, dans les dossiers des candidats à une décoration, leur situation politique. « Ce renseignement revêtant un caractère d'importance ». N'est pas décoré qui veut...

Michel (gr. Flores-Magon)

PROJET DE LOI JOXE POUR LA CORSE

# Des statuts à la queue leu leu

**L**e peuple corse est né ! L'histoire ne retiendra pas que ce fut moins d'une douzaine de députés, à moitié assoupis... puis réveillés pour actionner les clés de vote de leurs comparses dans une Assemblée nationale désertée comme à l'accoutumée, qui décidèrent du baptême.

La Corse hérite d'un nouveau statut, qui ne sera pas plus particulier que celui de 1982. La Corse devient un laboratoire institutionnel, un terrain d'expérimentation administrative de l'Etat français. La décentralisation de Gaston Defferre de 1984 fut expérimentée en Corse dès 1982 avec le « statut particulier ».

Un nouveau projet

L'Europe désire voir l'émergence de régions fortes en France et ce pays a en ce domaine un retard historique important. La création de la « collectivité territoriale corse » apporte un renforcement des prérogatives de l'Assemblée de Corse ; renforcement tout relatif car nous sommes loin de l'autonomie interne.

Sous peu et en vue de l'Acte unique européen, il est très probable que le contenu du projet Joxe va s'étendre à la France. On peut déjà voir se profiler à l'horizon — sauf circonstances contraires — un troisième projet dont la Corse serait encore le laboratoire : la fin des départements, ou tout au moins leur transformation. Création artificielle de la Révolution française, les départements avec leurs conseils généraux limitent le fonctionne-

ment des conseils régionaux. Et comment ne pas sourire lorsque répondant à cette inquiétude le rapporteur du projet de loi Joxe, le député UDF José Rossi, président, par ailleurs, du conseil général de la Corse-du-Sud, rassura l'auditoire en affirmant ne pas vouloir diminuer l'importance des conseils généraux de la Corse puisqu'il leur était confié des responsabilités en matière de... voirie.

Mais comment se tromper sur la tendance réelle lorsque l'on sait que le nouveau statut de la Corse comporte une clause empêchant le cumul des mandats entre membre de l'Assemblée de Corse et conseiller général.

Les fédérations du Parti socialiste de Corse, dans une plate-forme signée avec des organisations nationalistes appellent, elles aussi, à la dissolution des conseils généraux de Corse, à la suppression de l'échelon départemental. L'auraient-elles fait sans l'accord du PS ou au moins d'une tendance ?

Indéniablement, il reste à prévoir en France des heurts entre les conseils régionaux et les conseils généraux, car il n'existe pas de lieu de pouvoir qui milite pour sa propre disparition. Toujours est-il que cette perspective de dissolution serait plus que salutaire pour la Corse.

Le conseiller général, en particulier, en Corse est l'homme par excellence élu grâce à des clients en tous genres. Pour le remercier de son appui dans ce qui n'est souvent que l'application du droit commun, le conseiller est gratifié le plus souvent du vote fidèle de toute une famille pendant sa carrière politique.

Les conseils généraux symbolisent les piliers du clan plus que les maires qui commencent à connaître un contrôle de plus en plus fort de leur conseil municipal et de la population. Et les maires ne sont véritablement reliés entre eux que par les conseils généraux, qui font la pluie et le beau temps. Il y a là un appareil du pouvoir et de l'argent... Il n'y aura en Corse que les candidats à l'assistance et les conseillers généraux pour refuser cette dissolution.

Mais alors la loi Joxe n'a-t-elle pas pour but d'annoncer le désengagement de l'Etat en Corse ? Il semble que les membres du gouvernement n'aient pas une opinion unie et arrêtée en la matière.

La loi Joxe répond à deux nécessités ponctuelles : faire de la Corse, à peu de frais, un champ d'essai institutionnel et poser le jalon indispensable en vue de la séparation au cas où la pression nationaliste se poursuivrait.

Le chemin de l'auto-détermination

C'est pour cela que la crainte exprimée par la droite de voir la Corse devenir indépendante n'est pas justifiée. L'insistance des autonomistes et des indépendantistes à réclamer depuis 1973 la reconnaissance du peuple corse, obtenu aujourd'hui et malgré le garde-fou de « peuple corse composante du peuple français » (in article premier du statut) permettra de plaider la cause de l'autodétermination à l'ONU, en vertu du principe des

droits des peuples à disposer d'eux-mêmes dès qu'en Corse les nationalistes dégageraient une majorité.

Et c'est aussi parce que l'heure de construire s'annonce, même s'il reste encore du chemin à parcourir, que le mouvement national corse se déchire. Le refus de faire des choix de société pour le futur, afin de ne pas remettre en cause l'unité du mouvement face à un Etat répressif n'est plus de mise depuis le retour de la gauche au pouvoir en 1988 avec la libération des emprisonnés (au compte-gouttes, mais effective), la trêve du FLNC et un semblant de dialogue. L'avant-projet de société du FLNC s'il a le mérite d'insister sur le fait que la cellule de base de la société est constituée par l'individu ne dit pas un mot sur la division ou non de la société en classes, le devenir du salariat et du patronat, l'égalité économique.

Et il serait temps d'avoir des éclaircissements sur cette finalité toujours rabâchée de socialisme original dont le contenu reste inconnu. Un début de réponse semblerait avoir été donné avec la stratégie de mise en place de coopératives égalitaires, gérées directement par leurs membres, mais d'innombrables difficultés ont quelque peu freiné ce processus.

Le nouveau statut ne va pas supprimer la tutelle omniprésente de l'Etat, au contraire sa présence devient de plus en plus perverse. Plus les Corses pensent enfin maîtriser leur devenir, plus ils se rendent compte que rien n'est possible sans l'accord de l'Etat, qu'il n'est pas facile de secouer son administration. Une adminis-

tration qui a, en réalité, pouvoir sur tout et qui bloque, de fait, toute libre évolution en s'asseyant, le plus souvent, sur ses propres lois pour mieux servir les élus du clan. Notons néanmoins que la pression des nombreuses associations locales de défense de l'environnement et des attentats le préfet Bidou a révélé, en matière de construction, le 6 novembre, le chiffre de 230 infractions au code de l'urbanisme, 19 arrêts d'interruptions de travaux, 4 démolitions ordonnées pour la seule Corse-du-Sud.

La lutte armée continue

Malgré la mise en place du nouveau statut chacun mesurera, sous peu, le maintien de la tutelle de l'Etat dans tous les domaines. Déjà les étudiants de la langue corse avec le français n'ont eu que pour véritables interlocuteurs les... CRS. Cela a pour effet d'entraîner une mobilisation des lycéens, d'un certain nombre d'enseignants et du mouvement national pour défendre avec les étudiants le bilinguisme.

D'une façon générale, comme la loi Joxe ne va pas permettre plus d'auto-administration — comme cela a été fausement répandu — qu'un quelconque décollage économique... la lutte armée n'a pas fini d'avoir des raisons de se poursuivre.

Fred Antoni (Ajaccio)

TURQUIE

# La crise du Golfe vue d'Ankara

**Au delà de la crise du Golfe et des soubresauts des armées occidentales dans la région se pose le problème de la convoitise turque des territoires kurdes d'Irak. En des manœuvres assassines à l'en-**

**contre des populations kurdes, dans l'Est de la Turquie, l'armée d'Ankara procède à une répétition générale d'un plan de démantèlement de son voisin irakien, avec la complicité des Américains.**

**L**OIN d'être indifférent à la crise du Moyen-Orient, le gouvernement d'Ankara surveille d'un œil attentif ses moindres soubresauts.

Au sein de l'OTAN, la Turquie fut, avec la Grande-Bretagne, un des premiers Etats à réagir contre l'invasion du Koweït, en autorisant les avions militaires US à atterrir sur son sol et en fermant l'oléoduc qui traverse son territoire. Ceci n'est guère étonnant puisque Washington et Ankara ont toujours entretenus étroites relations. Le président Ozal vient d'ailleurs de reconduire le DECA, accord de coopération économique et de défense, signé pour la première fois dès l'arrivée des militaires au pouvoir en septembre 1980.

## Vers le démantèlement de l'Irak ?

Sur l'échiquier régional, la Turquie bénéficie, en effet, d'une position stratégique primordiale. Un rapport publié par le congrès américain, le 3 mars 1980, disait entre autre : « La Turquie et les USA ont encore d'importantes questions à résoudre entre elles dans le domaine de la coopération de défense. L'importance de la contribution de la Turquie, en tant qu'alliée de l'OTAN et partenaire des USA, au maintien de la stabilité et de la sécurité dans l'Est de la Méditerranée et au Moyen-Orient a été mise en évidence par le récent bouleversement en Iran et par l'invasion soviétique en Afghanistan. Si ces questions étaient résolues avec succès, cela permettrait à la Turquie d'assumer une fois de plus un rôle important dans la défense des intérêts de l'OTAN et du monde libre dans cette explosive du globe ».

Dans le conflit d'aujourd'hui, Ankara entretient des visées expansionnistes.

Dernièrement le journal *Tercüman* écrivait dans ses colonnes : « En aucun cas, nous ne pouvons oublier Kirkuk et Mosul, pas plus que les Turcs qui y vivent, dont le nombre dépasse le million. Informés de la ferme intention de la CIA de jouer la carte des Kurdes contre Saddam Hussein, nous devons opposer celle de Mosul et Kirkuk à la possibilité de la création d'un Etat kurde » (ces deux villes se situent en plein Kurdistan).

Une telle position n'est pas nouvelle puisque le 16 octobre 1986, déjà, le quotidien *Milliyet* publiait : « Au début de la guerre de libération nationale de Turquie en 1919, ces régions figuraient à l'intérieur des frontières revendiquées par le mouvement de libération nationale. Mais, après la guerre, cette question n'a pas pu être résolue en raison de la faiblesse de la Turquie à l'époque, et les régions de Mosul et Kirkuk ont été laissées à la Grande-Bretagne. Pourtant la Turquie possède un droit historique sur ces régions ».

Cette éventuelle annexion est très plausible puisque l'état-major US a élaboré des plans d'intervention à partir de l'Arabie Saoudite, de la Jordanie et de la Turquie. D'ailleurs, le journal américain conservateur *The National Review* ne propose-t-il pas, lui aussi, une telle intégration ? Si le conflit se déclenche, prochainement, il est certain que l'Etat turc ne laissera pas s'échapper une telle aubaine.

## L'accentuation de la répression

Toute contestation contre la guerre est sévèrement réprimée en Turquie. La manifestation du 24 septembre, forte d'un millier de personnes, malgré son interdiction s'est achevée sous les coups de feu de la police, faisant deux blessés et entraînant 86



Dessin extrait de la revue Kurdistan résiste.

arrestations. Pire, le 19 octobre, une écolière de seize ans fut interpellée après avoir écrit sur un mur de son école « Non à la guerre ! ». Dénoncée par le directeur, incarcérée, le procureur de la Cour de sûreté d'Istanbul réclame, aujourd'hui, une peine de 24 ans de prison ! Après lui avoir rendu visite, ses parents confièrent : « Elle ne parvient pas à nous parler. Son regard était simplement vide (...). Maintenant dans la prison de Bayrampaşa, elle souffre d'une dépression psychologique. Personne ne semble avoir à l'esprit qu'elle est encore une enfant ».

La face cachée de la crise du Golfe se situe au Kurdistan, l'armée turque s'entraînant en brûlant hameaux et villages kurdes. Il est vrai que pour le premier ministre Yildirim Akbulut « il n'y a pas de Kurdes en Turquie ! Le peuple qui vit en Turquie est Turc. Nous ne pouvons tolérer que la Turquie se divise » (déclaration du 30 juillet 1990). Profitant du contexte actuel, l'Etat accentue sa terreur dans le Sud-Est du pays et tente de briser définitivement la résistance kurde.

Jean-Claude Pascal

ARGENTINE

# Misère et militarisation de la société

**L'**ARGENTINE, pays de plus de 3 millions de km2 de superficie, avec une population 30 millions d'habitants et appelée jadis le « grenier du monde » se retrouve, aujourd'hui, avec près de 15 millions d'individus insatisfaits dans leurs besoins en produits de première nécessité.

L'Etat les appelle « carences » afin de dissimuler, de façon cynique, ce qui s'appelle en fait pauvreté, misère matérielle et morale, faim et maladie. Le modèle économique capitaliste, que le président Menen appelle « économie populaire de marché » condamne au sacrifice la majorité de la population, qui s'appauvrit de jour en jour et cela à cause des richesses des oligopoles agro-exportatrices.

Des millions de femmes, d'enfants et de vieux se voient privés de soins, d'éducation et de logements dignes. Ainsi, la roulette financière continue à voler les « richesses » de ceux qui produisent dans le pays. Ces derniers temps, un peu plus de 200 000 Argentins ont été obligés d'émigrer.

Depuis le mois d'avril 1987, date à laquelle les militaires ont ravi le pouvoir aux civils, grâce à la complicité de la classe politique, nous avons assisté à une croissance de la militarisation de la société. Malgré le retour à un régime civil, de

nouveau, les uniformes pullulent hors des casernes. Des villes comme Rosario sont journellement traversées par des patrouilles de la police fédérale et survolées par des hélicoptères.

Les lois d'impunité, mises en place par l'ancien président Alfonsín, la grâce concédée par Menen, ajoutées aux décrets qui légalisent la participation des forces armées dans les conflits internes offrent un sombre panorama dans lequel le terrorisme d'Etat apparaît comme l'instrument potentiel pour contrer les protestations populaires et la dissidence.

Les classes dominantes utilisent la dette extérieure (ou intérieure pour l'impayable) comme excuse pour continuer le dépouillement. Elles présentent comme indiscutable le mensonge que les services publics doivent être soit « inefficacement étatiques » ou efficacement en main des oligopoles liées au capitalisme multinational. Nous autres, les socialistes libertaires savons qu'il y a des alternatives valables, comme l'autogestion des services publics, produits et administrés par les travailleurs et les techniciens. De même, nous proclamons que la socialisation des soins est l'unique façon qui garantit la santé pour tous. Le problème complexe du logement est soluble à partir de la création de coopératives d'auto-construction et d'entraide.

Mais tout cela est difficile à mettre en place sous un régime capitaliste d'exploitation. C'est pour cela que nous participons à la résistance contre le pillage étatique.

Nous nous opposons frontalement à ce modèle social qui crée des citoyens de première et deuxième classes. Nous luttons et lutterons contre cette prétention d'imposer, de fait, dans nos latitudes un modèle similaire à l'apartheid sud-africain.

A Rosario vit un million d'habitants. Trois cent mille sont sous alimentés et vivent dans des conditions lamentables. Cent mille vivent dans le dénuement le plus complet. Alors quand nous apprenons que le maïs n'alimente plus nos enfants, que le marché est manipulé par les bureaucrates et les politiciens, ceux-là mêmes qui perpétuent l'injustice, nous affirmons que nos difficultés se nomment : le « capitalisme ».

Seule l'auto-organisation populaire, la démocratie directe, l'autogestion et le fédéralisme libaire contribueront à la libération de nos habitants du « continent de feu et de peur ».

Contre le terrorisme de ceux qui nous dominent, installons l'affirmation de la vie sur la mort et l'injustice.

Groupe Impulso Autogestionario de Rosario

POLOGNE

# La queue devant les urnes !

La vie politique polonaise échappe décidément au libertaire correctement dératichonné et déodorisé de tout relent de bénitier.

Les Polonais, donc, se livraient enfin, le 25 novembre, à l'exercice démocratique de base dans un pays occidental : ils votaient. Privés de ce plaisir depuis deux décennies, ils réapprenaient le geste qui sauve, dans l'enthousiasme, entre deux messes, après moult confessions et absolutions, sous des torrents d'eau bénite.

Lech Walesa, ce travailleur qu'on voit partout sauf au travail, cet affamé qui chatouille le quintal, ce révolté qui se plie en huit dès qu'il perçoit le frou-frou d'une soutane affrontait un autre ancien enfant de chœur, mais de tendance plus molle, le nommé Tadeusz Mazowiecki, ex-premier ministre et Stanislas Tyminski, que la presse présente comme un « homme d'affaires polono-canado-péruvien », variété exotique de l'œcuménisme financier. Tous ces porteurs de goupillons procédaient ainsi à l'instauration du monde libre, celui qui plonge ses racines dans l'eau nourricière des bénitiers. Il s'agissait d'abattre définitivement la dictature de la misère communiste en la personne de Wojciech Jaruzelski, pour la remplacer par un heureux régime de pauvreté catholique, apostolique et romaine, mieux adapté aux aspirations profondes du peuple. Pas rancunier, Jaruzelski se livrait, lui-même, au plaisir solitaire dans son isolement et nous gratifiait en sortant de cette intéressante réflexion pas trop marxiste : « Il y a deux secrets que je respecte, celui du confessionnal et celui des urnes ».

Ces fortes paroles ont toutefois été occultées par la déclaration de Lech Walesa : « Moi-même et ma famille avons voté pour le candidat qui gagnera ». Le grand homme était accompagné de sa nombreuse tribu, car il ne s'agit pas de laisser perdre la race d'aussi décidés opposants. A Cracovie, un électeur revêtu d'un cache poussière abondamment orné de dorures variées s'adonnait aussi aux joies électoralistes. Il s'agissait de Karol Wojtyla, plus connu à la scène sous son nom d'artiste : Jean-Paul Deux. Bien que représentant de Dieu sur terre, Karol Wojtyla est obligé de se déplacer, comme un vulgaire mécréant. Ce n'est pas juste, mais l'intervention du Saint-Esprit, si efficace en d'autres circonstances, n'a pas, jusqu'à ce jour, réussi à faire glisser correctement le bulletin dans l'urne par un phénomène de lévitation dont il est pourtant coutumier. Le travail se fait donc encore à la main.

La presse nous assure qu'en ce dimanche 25 novembre, il y avait « de longues files d'attentes devant les bureaux de vote, après la messe dominicale ». Les Polonais sont, on le sait, de grands amateurs de queues... aux épiceries, aux urnes, aux églises et même en privé si l'on en juge par la très nombreuses descendance de Lech Walesa, dont la production de petits révolutionnaires catholiques atteint maintenant huit unités, ce qui est héroïque pour un pays qui souffre de malnutrition.

Ah ! Elle est bien révolue l'époque où le Juif allemand Karl Marx assurait que la religion était l'opium du peuple ! D'ailleurs, les Juifs, eux-mêmes, en savent quelque chose. Ils ne sont plus que 6 000 sur les bords de la Vistule et les premiers tracts antisémites commencent à fleurir un peu partout, malgré la rigueur de l'hiver polonais. Cette floraison est le signe que le printemps de Varsovie est en avance, cette année !

Guimou de la Tronche

SAHEL

# Magouilles au Mali

**L**ES escroqueries ne sont pas du seul ressort de certains affairistes bien en place dans notre pays. Les Etats du tiers monde connaissent, eux aussi, ce genre de délit. Le Mali en est un exemple. M. Diéguï Tandia, de passage en France, a tenu à nous apporter son témoignage.

Natif du village de Diongaga (région de Kayes), il se trouve opposé à M. Diaby Tandia (un parent peut-être ?), entrepreneur à Bamako, lui-même originaire du village.

Conscient de la pauvreté de son village, Diéguï Tandia, installé en France à l'époque, avait mis en place, en 1969-70, une caisse de solidarité en vue de l'installation d'une adduction d'eau et de l'électrification du village. La collecte a duré 20 ans et a été soutenue par 700 personnes. Au total c'est un million de francs français qui ont été récoltés. Au fur et à mesure des rentrées d'argent la population de Diongaga a acheté le matériel nécessaire aux réalisations prévues. L'argent et le matériel, arrivés à destination, ont été captés par Diaby Tandia au profit de la SONAREM, une société qui selon ses détracteurs ne répondait pas à la technicité souhaitée. Après un laps de temps, alors que les travaux ne prenaient aucune tournure, l'entrepreneur se fit transférer le matériel à Bamako, au motif qu'il rouillait sur place.

Reste au village un début de forage, profond de 80 mètres seulement, alors que 200 ou 300 auraient été nécessaires. Et d'électri-

fication... nenni ! Sans parler des fonds détournés.

Les villageois et leurs parents, installés en France, se sont estimés lésés et ont protesté. Hélas, l'adversaire est puissant. Exemple de sa toute puissance, il n'a pas hésité à faire placer en détention certains de ses détracteurs qui, revenus au pays après des années de labeur en France, n'ont cessé de lui réclamer leur dû.

C'est ainsi que le 14 mai 1990 des policiers venus du commissariat de Badalabougou ont interpellé M. Diéguï Tandia, organisateur de la collecte de fonds. Celui-ci s'est retrouvé en prison à Bamako sous l'inculpation de « menaces de mort et diffamation ».

Aujourd'hui libre, il n'en décolère pas moins et s'est engagé dans une longue procédure visant à permettre aux villageois de Diongaga de voir les réalisations envisagées parvenir à leur terme. Pour se faire de nombreuses plaintes ont été déposées contre l'entrepreneur indélicat. Plaintes pour détournement de fonds collectifs, abus de confiance et escroquerie. Auxquels s'ajoutent d'autres griefs portant sur la mise en coupe réglée du village par l'entrepreneur en question, qui se donne des allures de potentat aussi bien à Bamako que dans la région de Kayes.

Claude Nepper (gr. François-Rabelais)

**DIMANCHE 9 DECEMBRE 1990 A 15H.**  
**Récital**  
**CARLOS MOLINA**  
 Local Confédéral  
 33 rue des Vignoles  
 75020 PARIS

*Pr d'entraide  
Solidarité!*

**Venez nombreux!**

**Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)**

- Judi 6 novembre**  
 — « **Flagrants désirs** » (19 h 30 - 20 h 30)
- Vendredi 7 novembre**  
 — « **L'invité du vendredi** » (19 h - 21 h)
- Samedi 8 décembre**  
 — « **La Chronique syndicale** » (11 h 30 - 14 h 30) : l'actualité de la semaine.  
 — « **BDDA et Cie** » (18 h-19 h 30) : Régis Loisel, en première partie et la BD polonaise, ensuite.  
 — « **Y'en a pas un sur cent** » (19 h 30 - 21 h) : les anarchistes des années 1990 parlent.
- Dimanche 9 décembre**  
 — « **L'Imaginaire** » (22 h - 23 h) : *Ars Amatoria* (« l'Art d'aimer »), d'Ovide.
- Mardi 10 décembre**  
 — « **Blues en liberté** » (10 h - 12) : Elmore James aujourd'hui.

**ERSKA Productions présente**  
**le jeudi 13 décembre**

**Alain Aurenche**

**Spectacle à 20 h 30.**  
**Entrée : 80 F**

(réduction sur présentation de la carte de Radio-Libertaire : tarif 60F).

**Espace Jemmapes, 116, quai de Jemmapes (M° Jacques-Bonsergent), 75010 Paris.**  
**Tél. : 43.60.79.18**

**Anathème 33**  
**Jazz aux Vignoles**  
 (33, rue des Vignoles [M° Avron], 75020 Paris)

**EUTEXIE QUARTET,**  
 samedi 8 décembre, à 20 h.  
 Frais : 40 F.

**Le restaurant associatif « Pain, roses et chansons »**  
 vous propose :

— **le samedi 15 décembre, à 21 h 30,**  
**un spectacle du chanteur Walter Anice ;**

— **le samedi 22 décembre, à 21 h 30,**  
**un spectacle du chanteur Djamal Allam.**

**Participation aux frais : 40 francs.**  
**Restaurant « pain, roses et chansons », 40, rue des Vignes, 94230 Cachan.**  
**Tél. : (1) 46.63.51.98**

**POLAR**  
**Regards sur...**

Premier roman d'une jeune journaliste parisienne, *Hauts-Fonds* (1) raconte l'histoire d'une jeune femme, ménagère peu ordinaire et compagne de Rapido, petit truand qu'elle accompagne dans une longue cavale semée de vols et de meurtres. Elle raconte ce périple, sa descente en enfer, son ascenseur pour la mort.

**Des eaux noires aux cranes rasés**

*Hauts-Fonds* est une plongée dans les eaux troubles du crime, eau d'égoût ou eaux profondes, avec bain de sang et les flux et reflux d'une mer très noire. L'eau, la mer, la vie, l'amour, la nuit, l'humour... tout est noir chez Marie-Pierre Losfeld. Son style aussi, cette écriture décapante, mordante, désespérée, cette ironie sur la vie et les gens. A lire ces noires histoires d'eaux. Profond !

Dans la Lorraine sidérurgique, entre Metz et Mont-Saint-Martin, on entreprend un voyage dans les milieux néo-nazis et s'ouvre, par le roman noir, sur la violence des skinheads. Paul-Alexandre, prof de français, enquête sur la mort mystérieuse de Christophe, un de ses anciens élèves. Une enquête qui le conduit sur les traces des skins.

*Skinheads* (2) c'est aussi l'histoire de Pierre Robes, un flic qui pour démanteler la filière skin va devoir lutter contre une police noyauté par la FPIP et le Front national.

*Skinheads*, un des derniers livres de Roger Martin, est toujours autant d'actualité. Un polar sur fond d'usines et de violence par un des meilleurs spécialistes de l'extrême droite, auteur également de *Amerikkka, voyage en Amérique fasciste* et de trois livres sur le Ku-Klux-Klan sous le pseudonyme de Kenneth Ryan.

**Pascal Didier**

- (1) *Hauts-Fonds*, Marie-Pierre Losfeld, Calmann-Levy, Prix 82 F.  
 (2) *Skinheads*, Roger Martin, Calmann-Levy, Prix 72 F.

**SALLES OBSCURES**

**Quand la ville meurt**

**S**ILENCE, on tourne ! Sentence ou litanie des habitués du 7<sup>e</sup> Art. Aujourd'hui, à Paris, pour le dernier carré de spectateurs, le leitmotiv serait plutôt : « Silence, on ferme ! ».

Petit à petit, Paris, qui avait, voilà cinq ans, le plus grand nombre d'écrans cinématographiques, s'aigrit honteusement sur toutes les capitales du monde. Les salles de projection disparaissent et une certaine idée de la ville meurt.

Quelques exemples récents : le Studio 43, le Cluny Palace et bien d'autres cinés ont été murés, dans l'attente des démolisseurs. L'Action Christine Bis a lui aussi fermé ses portes pour une histoire de gros sous. L'argent, la plus value sont comme toujours le prétexte de la fermeture, mais plus sournoisement, c'est la mise en ghetto du spectacle cinématographique. Loin des axes porteurs de public consommateur (Champs-Élysées, grands boulevards, quartier Latin), les petits gérants, dits indépendants, n'ont plus le droit de vivre et d'animer leur quartier.

Toujours cette méfiance de la vraie culture populaire porteuse de révolte, de réflexion. Cette nouvelle donne dans la géographie des salles parisiennes est la marque d'une régression dans la vie du 7<sup>e</sup> Art. Le cinéma, art populaire par essence, se trouve aujourd'hui dans le même engrenage. que le théâtre et l'opéra en leur temps. Eux aussi populaires, ils ont été vidés de leur public populaire et sont devenus des « sorties » pour un public à fourrures et averti. Toutes les petites salles, qui ne sont pas « rentables », doivent périr sous la loi des promoteurs. Mais que veut dire la rentabilité en art ?

L'aventure de Nino Montalto nous éclaire sur la fausseté de ce débat. Clown ou bouffon, comme il aime se définir, Nino ne veut pas que le Berry, seule salle de spectacle du boulevard de Belleville, soit détruite au profit d'un crétin de propriétaire. Cette salle, merveilleux petit théâtre à l'italienne, est un vrai théâtre et aussi une vraie salle de cinéma. Elle vit depuis l'Après-guerre

grâce aux soins de Christiane Leproux. Tant bien que mal, et le courage de cette femme énergique nous offre l'espoir de ne pas laisser cette salle aux pioches et aux pelles des démolisseurs. Aujourd'hui, le Berry est extérieurement fermé si bien que de nombreux riverains l'ont cru à l'abandon. Mais Le Berry a la peau dure et l'obstination de Christiane Leproux a bataillé pour obtenir un renouvellement de son bail de location met le Berry dans une situation d'attente de destruction ou de sauvetage. Dans le premier cas, la défaite de ceux qui aiment le cinéma dans de vraies salles serait sans appel.

heures. Son idée est de faire revenir dans cette salle un public d'amateurs, au vrai sens du terme, de spectacles de théâtre et de cinéma.

Pour cela, il a invité dans ce théâtre à l'italienne ses amis artistes. Ils ont tous répondu présent.

Pendant trois mois, ils nous invitent à rire, à vibrer dans ce lieu convivial, avec pour récompense le sauvetage du Berry. Ce court laps de temps permettra à Christiane Leproux d'appeler en justice contre le propriétaire véral.

Tous ces artistes, après le dur apprentissage de la rue, ont enfin trouvé un lieu ou exercer leur art dans de très bonnes conditions. Ils prennent en charge leur spectacle et se retrouvent dans un projet alternatif : un réel pari sur l'avenir.

Ils nous invitent... nous attendent. Notre participation soutiendra ce projet courageux et sympathique, mais surtout donnera son ultime chance à cette salle de quartier : lieu de rencontres, lieu pour rompre l'isolement et le cloisonnement de cette société spectaculaire et marchande. Pour que la ville, telle qu'on l'aime, ne meure pas.

**Salim**  
 de « **Fondu au Noir** »

**Le sauvetage**

Mais voilà qu'il est question de sauvetage : Nino Montalto et ses amis clowns, baladins, magiciens, comiques ont décidé de contrer cette logique de fermeture. Par hasard, ou presque, Nino Montalto a poussé la porte de cette salle. Il en est tombé littéralement amoureux. Avec l'autorisation de Christiane Leproux, il a mis sur pied des séances clandestines (voir le programme) tous les lundis à partir de 21

**CINE-THEATRE**

**« Les enfants... du Berry »**

Tous les lundis, le Berry et ses amis les artistes de music-hall, clowns, mimes, magiciens, jongleurs...vous donnent rendez-vous au 63, bd de Belleville, 75011 Paris.

Sont au programme de ce mois :

- « **Orchestra Lazzaroni** », le 10 décembre, à 21 heures ;
- **Gérard Estrem**, le 17 décembre, à 20 heures ;
- **Jean-Pierre Serisier et Pierangelo Summa**, le 24 décembre, à 21 heures ;
- « **Festa di Capodanno** », le 31 décembre, à 23 heures.

Et au programme de janvier :

- **Bertrand Crimet**, le 7 janvier, à 21 heures ;
- **Michelle Bruhat, Cacciato-Crimet, Les Macloma, Nino Montaldo et Diego Stirman**, à 21 heures.

**TEMOIGNAGE**

**« Espions de la République »**

Ramon Rufat, étudiant en philosophie et en philologie, est surpris par la guerre civile d'Espagne alors qu'il est âgé de dix-neuf ans. Il devient agent de renseignements de l'armée républicaine dès le début de la guerre d'Espagne, puis membre du service secret du grand état-major central. Rufat n'était pas un agent ordinaire. Il appartenait à la section des « agents de profondeur » qui ne comprenait que 17 ou 19 agents pour toute l'Espagne. Des agents qui parcouraient sans cesse la zone qui leur était assignée, assumant les missions les plus diverses : animation de réseaux en zone franquiste,

pénétration au sein des forces ennemies et jusqu'à leurs états-majors mêmes, confirmation d'informations vitales à la veille d'attaques républicaines, etc. Cette section était si secrète au sein du service de renseignement républicain que les historiens ne l'ont pas dévoilée.

Rufat est arrêté en décembre 1938 et condamné à mort en mars 1939. Sa peine est commuée en 1941. Il quitte la prison en août 1944 et entre dans la clandestinité : il devient rapidement délégué régional de l'Aragon du Mouvement libertaire espagnol, puis vice-secrétaire et secrétaire à l'organisation, à la presse et à la propa-

gande, jusqu'au mois d'octobre 1945 où il est arrêté de nouveau et condamné à vingt ans de prison. Il se consacre alors à l'étude de l'histoire contemporaine en écrivant en pensée quelques livres, dont *Mémoires* et *En las prisiones de España*, publié en 1966. Libéré en octobre 1958 il s'établit en France où il exerce diverses professions. Retraité, il poursuit ses recherches historiques sur les services de renseignements durant la guerre civile espagnole, dont ce livre, couronné en 1986 par l'université de Barcelone.

**Alain Pecunia**

*Espions de la République*, mémoires d'un agent secret pendant la guerre d'Espagne. Traduit de l'espagnol par Alain Pecunia. Editions Allia. Ce livre est en vente au prix de 170 francs.

L'histoire des anarcho-sindicalistes espagnols au travers de documents de la CNT et de la FAI

**UN AUTRE FUTUR**

Un film de Richard PROST - 1989 - 155 min.  
 en version française et version espagnole

Distinction ART & ESSAIS 1990

sera projeté à BORDEAUX au TRIANON - JEAN VIGO

du 7 au 18 Décembre

6, rue Franklin - Tél. 56 44 35 17

TARIF : Entrée 29 F - Réduit : 22 F - Scolaire : 17 F

Projections scolaires en Version Originale sous-titrée (réservation préalable par téléphone)

**FORUM**

**Ramon Rufat,**  
**auteur de Espions de la République,**  
**sera à la librairie du Monde libertaire**  
**(145, rue Amelot, 75011 Paris)**  
**le samedi 8 décembre,**  
**à 16 h 30.**

# R ENDEZ-VOUS

**ARGENTEUIL**  
Le groupe Salvador Haro vous invite à le contacter, soit par l'intermédiaire des Relations intérieures, soit en venant le rencontrer le 1<sup>er</sup> lundi de chaque mois, à la gare d'Argenteuil (devant le kiosque d'entrée), à partir de 17 heures.

**CHERBOURG**  
Pour contacter la FA sur Cherbourg et sa région voici une nouvelle adresse : GREL, BP 12, 50130 Octeville.

**LE MANS**  
La liaison FA du Mans tient une vente du Monde libertaire le samedi de 16 h 30 à 17 h 30, place de la République et le mercredi de 12 h à 13 h, au restaurant universitaire et une permanence à la Maison des associations (4, rue d'Arcole), le samedi de 15 h à 17 h.

**LYON**  
Le groupe Kronstadt diffuse son émission « Idées noires » tous les mardis de 13 h à 14 h sur Radio-Canut (102,2 FM).

Le groupe tient ses permanences à la librairie La Plume noire, 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, le mercredi et le samedi de 14 h à 19 h.

**NANTES**  
Dans le cadre de la campagne fédérale sur l'avortement et la contraception, le groupe Milly-Witkop organise une réunion publique le vendredi 7 décembre, à 20 h 30, à la Maison des associations (7, rue de Gigant), à Nantes

**TOULON**  
Le groupe Région-toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaires organisent le vendredi 7 décembre, à 20 h, à la salle Mozart de Toulon, une projection du film *Ecoutez Jeanne Humbert*, un film de Bernard Baissat, suivi d'un débat : « Du malthusianisme au Planning familial », animé par Francis Ronsin, qui dédicacera son livre, *Le Sexe apprivoisé*, à cette occasion. Entrée libre.

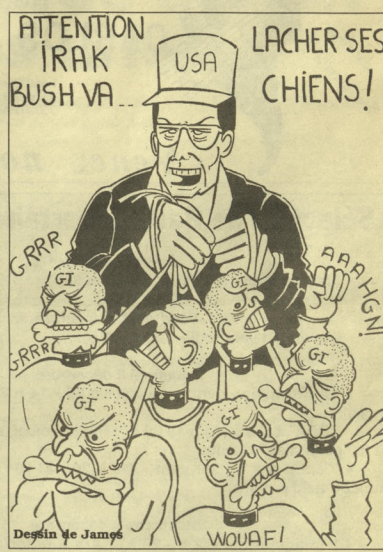
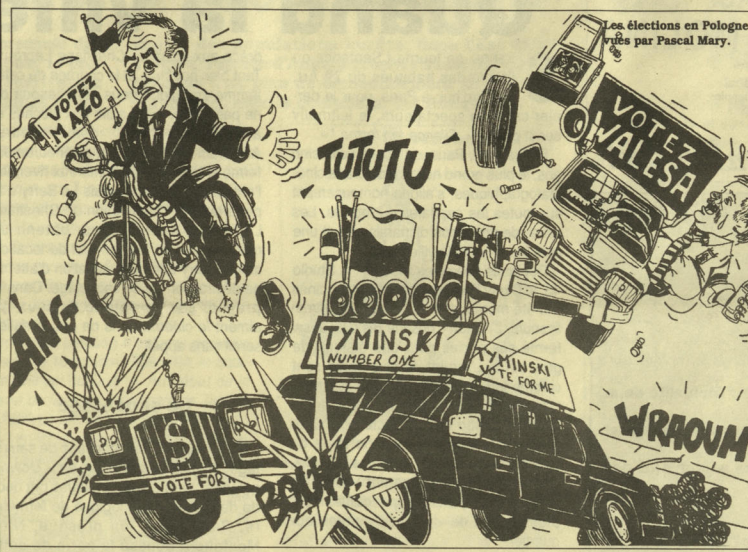
**SAINT-DIDIER**  
Il existe une liaison à Saint-Didier. Pour la contacter écrivez aux Relations intérieures qui transmettront.

**UNION REGIONALE RHONE-ALPES**  
L'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste organise une tournée de conférences sur le thème : « Prisons et luttes carcérales », avec Patrick et Jacques Lesage de la Haye, membres de la commission « Prisons » de la FA et animateurs de l'émission *Ras-les-Murs* (Radio-Libertaire) :  
- le samedi 15 décembre, à 14 h 30, Maison de quartier Champfleury, à Bourgoin-Jallieu (à l'initiative du groupe FA de Bourgoin-Jallieu) ;  
- le samedi 15 décembre, à 20 h 30, au Centre social [salle Emile-Romanet], à La Tour-du-Pin (à l'initiative de l'association « Contre-courant »).

# P ARUTION

**PRESSE**  
Le groupe J.-R. Caussimon de Nancy édite le journal *Encre noire*. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire et chaque dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.

# Les dessins de la semaine



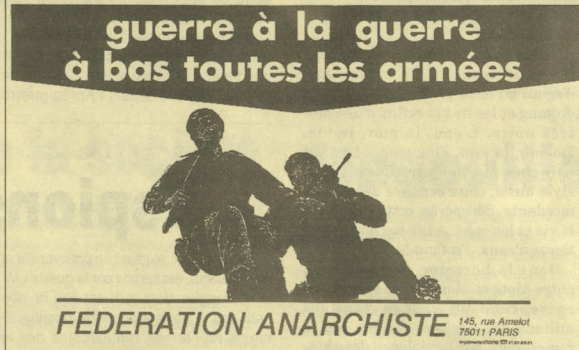
## INITIATIVE Meeting contre la guerre

UN meeting contre la guerre aura lieu le vendredi 7 décembre, de 20 h à 23 h, dans la grande salle de la Mutualité, à Paris. A l'appel de 70 personnalités qui avaient été à l'origine de l'appel unitaire pour la manifestation du 20 octobre, ce meeting est soutenu par le Parti communiste français et des associations qui lui sont proches, le Parti communiste internationaliste, la Ligue communiste révolutionnaire, l'Alliance nationale corse, l'Union des travailleurs tunisiens immigrés, SOS-Kurdistan, l'Association des travailleurs turcs, la Ligue des artistes iraniens, la Ligue des démocrates irakiens, l'association « Mémoire fertile », SOS-Tahiti, le Comité de soutien aux réfractaires à l'armée, la Comité pour une France sans armée, la Fédération anarchiste et la CGT.

Grande-Bretagne seront lus, ainsi que ceux de MM. René Dumont et François Chaumette.

Notre camarade Ronald Creagh, également invité à s'exprimer, se fera l'écho de nos préoccupations

**LOGIQUE DE GUERRE: AUSTÉRITÉ POUR LES SALARIÉS PROSPÉRITÉ POUR LES PÉTROLIERS**



Des représentants de divers comités anti-guerre aux USA seront présents, ainsi que le réalisateur égyptien Youssef Chahine.

antimilitaristes et pacifistes, et présentera, dans une optique libertaire, les voies possibles et nécessaires pour une riposte à la guerre.

### Du côté des intervenants

A l'occasion de ce meeting, prendrons la parole divers personnalités. Pour le collectif de l'appel : le professeur Paul Milliez, Albert Jacquard, Denis Langlois, A. Dawad, A. Delbée et Y. Dechezelle.

Des messages de solidarité en provenance des Etats-Unis et de

### COMMUNIQUE

La Fédération anarchiste tient à rendre publics ses regrets de ne pas avoir pu s'associer au meeting contre la guerre le vendredi 7 décembre un certain nombre d'organisations et de collectifs notamment pacifistes et féministes.

Nous nous devons de mettre en garde les animateurs du collectif d'appel au meeting contre les risques de voir des composantes essentielles du combat contre la guerre et le militarisme ne plus s'associer à des actions communes si l'on s'obstinait à ne pas les prendre en compte au profit de groupements politiques dont le combat contre la guerre n'est pas un modèle de régularité.

La Fédération anarchiste, quant à elle, demeure solidaire de l'appel au meeting et invite à y venir nombreux écouter et soutenir les orateurs et à y marquer une présence effective de l'antimilitarisme et de l'anarchisme.

Fédération anarchiste  
Paris, le 2 décembre 1990

Fédération anarchiste  
Paris, le 2 décembre 1990

### Solidarité antimilitariste

Nos camarades finlandais nous ont informé que Tommi Nieminen, militant anarcho-pacifiste, emprisonné pour « refus du service militaire » effectué, depuis le jeudi 15 novembre, une grève de la faim.

On peut marquer son soutien à Tommi en envoyant des lettres de protestation à l'adresse suivante : Finish Military Defense, Mme Elisabeth Rehm, Eteläinmäkasiinikatu 8, 00130 Helsinki (Finlande).

# P ARUTION



**BADGE**  
Un badge « Non à la guerre » a été édité pour soutenir les différentes initiatives contre la guerre. Il est disponible au prix de 10 F, à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris) ou auprès des militants de la FA.

**Cours sur l'anarchisme**  
« Le fédéralisme libertaire », le mardi 11 décembre, 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M<sup>o</sup> Blanche), 75018 Paris.

### SOMMAIRE

PAGE 1 : La guerre en janvier ? « N'ayons pas la mémoire courte » Editorial.  
PAGE 2 : Cours, camarade, l'orthographe est derrière toi, Les clefs de l'Elysée sont dans la poche de Saddam.  
PAGE 3 : Mal-logés : charité ou entraide, il faut choisir !, Manif du 8... pour la liberté et contre l'ordre sécuritaire, En bref.  
PAGE 4 : Ru 486, histoire mouvementée, regard sur l'application d'un droit, La pilule RU 486, Menaces sur l'avortement, Hommes : c'est dur d'avaler la pilule.  
PAGE 5 : Livre CGT : Cela bouge-t-il ?, Skins lillois : le verdict, Onze Novembre, Des statuts à la queue leu leu.  
PAGE 6 : La crise du Golfe vue d'Ankara, Pologne : la queue devant les urnes, Misère et militarisation de la société argentine, Magouilles au Mali.  
PAGE 7 : Sélection R-L, Quand la ville meurt, « Les enfant... du Berry » (programme), Regards sur..., « espions de la République ».  
PAGE 8 : Les dessins de la semaine, Meeting contre la guerre, Communiqué, Infos FA.